

Pulvérisations anti-coronavirus dans les rues : une pratique anarchique et dangereuse

Depuis le début de la crise déclenchée par la propagation du Covid-19 au Liban, plusieurs municipalités « stérilisent » régulièrement les espaces publics. De telles actions non ciblées sont aussi inutiles que nocives, avertissent militants et experts.

Suzanne BAAKLINI

Si vous faites partie de ceux que rassure la vue d'un camion pulvérisant des gaz blanchâtres dans les rues, dans le cadre de mesures prises pour combattre le coronavirus, ravisez-vous : ces mesures ne sont pas réglementées par des directives strictes, et des doutes entourent l'effet à long terme des produits utilisés, surtout qu'il est souvent question, selon des sources concordantes, de pesticides, de produits chlorés ou d'une composition similaire à l'eau de Javel.

Cette question a été soulevée par l'ONG HEAL qui craint d'éventuelles répercussions sur la santé des plus fragiles, ceux-là même que l'on essaie de protéger du coronavirus en pulvérisant ces substances. Selon cette ONG, les infectiologues rappellent souvent que le coronavirus est un virus à membrane lipidique (c'est-à-dire qu'il est entouré d'une sorte de graisse), et qu'il se dégrade facilement à l'eau et au savon. Les campagnes de pulvérisation actuellement menées par plusieurs municipalités – et par certains partis politiques – ne sont pas réglementées par des directives spécifiques dictées par des impératifs scientifiques, insiste HEAL qui est entrée en contact avec plusieurs conseils municipaux afin de les convaincre de mettre un terme à ce chaos, avec plus ou moins de succès.

Cet appel à un contrôle et une réglementation de ces pulvérisations est désormais relayé par la communauté médicale. L'ordre des médecins, dans un récent communiqué, a mis en garde contre « la pulvérisation de pesticides dans les rues, des produits qui ne tuent pas le coronavirus mais

sont nocifs pour l'environnement et l'être humain ». « Les infectiologues au sein de l'ordre assurent que la propagation du coronavirus n'a rien à voir avec les reptiles ou les insectes, affirme le communiqué. De plus, les rapports de l'Organisation mondiale de la santé certifient désormais que le virus ne se propage par dans l'air. Et l'Institut de recherches agricoles libanais (IRAL, public) a publié un rapport dans lequel il confirme que les pesticides n'ont pas d'effet sur le virus, mais peuvent influencer sur la santé humaine s'ils se déposent sur les légumes, fruits et autres denrées alimentaires. »

L'ordre des médecins demande donc aux municipalités de mettre un terme à ce phénomène, soulignant que les campagnes de stérilisation sont généralement menées dans les lieux publics destinés à accueillir des rassemblements, avant et après de tels événements.

Risque de résistance bactérienne

HEAL, qui compte dans ses rangs plusieurs professionnels de santé, craint particulièrement l'usage des produits chlorés qui risquent d'interagir avec les surfaces où ils atterrissent, et prendre une forme gazeuse avec les variations de températures. Des gaz qui, en cas d'inhalation, sont susceptibles de causer des troubles respiratoires et des allergies oculaires. D'autre part, en contact avec les pneus à des températures élevées, le chlore peut se transformer en dioxine, une matière cancérigène pour l'homme. Et pour ce qui est des produits à base de chlorure d'ammonium (voir encadré), l'ONG pense qu'ils peuvent nuire à certaines personnes souffrant d'une condition médicale qui empê-

cher leur organisme d'assimiler cette matière si elle se trouve en grande quantité dans l'atmosphère.

André Khoury, spécialiste en toxicologie alimentaire et en génie des microbes, et professeur à l'Université Saint-Joseph, est lui aussi résolument hostile aux pulvérisations telles qu'elles se produisent actuellement dans diverses régions du Liban. « Non seulement pulvériser des pesticides ou des produits chlorés en si grande quantité dans les rues ne sert à rien, mais les gaz toxiques qui en émanent sont nocifs pour les humains et pour tout l'écosystème, dit-il. Les villes qui ont décidé de l'appliquer se sont inspirées de la Chine, sachant que ce pays faisait face à une contamination de masse dans les rues qui n'est pas d'actualité chez nous. »

Ces produits pulvérisés ont en gros la même composition chimique que l'eau de Javel diluée dans de l'eau, et ils peuvent venir à bout de certains virus. Mais quel est l'intérêt de les pulvériser dans des espaces publics, entre les bâtiments, en période de confinement ? Le spécialiste met, en outre, en garde contre une infiltration dans le sol et, de manière générale, une modification de l'écosystème. « Nous n'avons pas assez d'informations sur la possibilité d'une contamination dans le cas où le virus se poserait sur une surface telle que le sol par exemple, d'où l'inalité de la pulvérisation systématique des rues », assure-t-il.

Le plus grave dans cette « stérilisation » massive, selon André Khoury, est la possibilité d'engendrer une résistance bactérienne, en d'autres termes des bactéries qui résistent aux désinfectants et qui ne pourront plus être combattues à l'avenir. « Je comprends que les municipalités aient besoin de montrer qu'elles s'activent contre le virus, mais cette tendance non réglementée ne peut plus se poursuivre, affirme-t-il. Il faut que les ministères de la Santé, de l'Environnement et de l'Agriculture mettent un terme à ces pratiques. »

Stériliser des endroits précis

Si les pratiques actuelles ne sont pas idéales, cela signifie-t-il que la stérilisation des espaces publics est à ban-

nir ? Dans son communiqué, l'ordre des médecins préconise que, dans un contexte de mobilisation générale, la municipalité accomplisse des tâches simples comme le nettoyage des rues avec de l'eau et du savon, la collecte régulière des déchets et la protection des ouvriers, le contrôle de la séparation des déchets infectieux dans les hôpitaux, l'assistance aux citoyens pour les encourager à rester chez eux, le contrôle du respect des directives du gouvernement...

« La pulvérisation de produits dans les rues et espaces publics, en plein air, sans objectif précis, est inutile voire nocive », renchérit André Khoury qui ajoute toutefois que dans certains endroits, « la stérilisation par des produits désinfectants est nécessaire ». « Je pense aux bennes à ordures, où des habitants potentiellement infectés peuvent avoir jeté leurs poubelles. Ou encore des lieux fermés destinés à accueillir des rassemblements, aujourd'hui vides, comme les écoles, les universités... Et les alentours des hôpitaux, des pharmacies, etc. En fin de compte, c'est surtout l'hygiène personnelle qui compte, au niveau de l'individu mais aussi des immeubles par exemple : il est recommandé de laver l'entrée des bâtiments, les escaliers, les poignées de porte... à l'eau et



Des opérations de pulvérisation dans la plupart des villes et villages libanais, qui n'obéissent pas à des directives précises, menées souvent par des ouvriers ou agents municipaux qui n'ont visiblement pas pris toutes les précautions vestimentaires nécessaires. Ici à Saïda. Photo Ahmad Mantache

au savon, tout simplement. »

Outre l'efficacité douteuse (ou l'inefficacité certaine, si l'on préfère) de ces opérations de stérilisation à grande échelle, des rumeurs courent déjà sur les contrats juteux qu'elles occasionneraient. Au lieu de ces oné-

reuses et spectaculaires campagnes, les municipalités pourraient employer ces budgets à des actions plus ciblées... et les habitants préférer les recommandations scientifiques à la recherche de réponses inadéquates à leurs angoisses légitimes.

Le cas de Beyrouth

Dans l'anarchie qui caractérise les campagnes de pulvérisation dans les régions, il serait utile de se pencher sur le cas de Beyrouth, où les campagnes de stérilisation ont débuté fin février, sont toujours en cours et largement médiatisées. La première phase avait été réalisée avec un financement de l'ambassade des Émirats arabes unis, et exécutée sur le terrain par l'entreprise Boecker. Le PDG de Boecker International, Michael Bayoud, affirme à *L'Orient-Le Jour* que le produit utilisé est le Prontech, validé par la FDA aux États-Unis et conçu pour combattre de nombreux virus, et dont l'efficacité contre le nouveau coronavirus a

été certifiée par des expériences en Chine, selon lui. La stérilisation a concerné les surfaces dans les lieux publics. Cette première phase a néanmoins pris fin le 24 mars, étant programmée pour un mois. De source municipale, on nous assure que la seconde phase (financée par un don d'une compagnie privée) est réalisée par la société Spartan, qui utilise un produit appelé Sani-1000. Dans cette compagnie, en réponse aux questions de *L'OLJ*, on assure qu'il s'agit d'un puissant désinfectant mélangé à de l'eau, qui retombe sur les surfaces de par le poids de l'eau. Selon André Khoury, toxicologue,

les deux produits, dont il a vérifié la composition, sont plus ou moins similaires, sur base de chlorure d'alkyldiméthyl (éthylbenzyl) ammonium, et il ne s'agit pas de nouveautés en la matière. De tels produits sont à manier avec précaution, et les doses toxiques pour l'homme et l'animal sont précisées dans les fiches techniques. André Khoury fait en outre remarquer que les institutions officielles n'ont pas mis en place un système qui certifie l'action de tel ou tel produit contre le Covid-19, et qu'il n'existe pas actuellement de confirmation de la part d'une organisation internationale comme l'OMS, par exemple.